

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 70

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 727 (1)
sulla cooperazione tra l'industria aerospaziale europea e russa

Annunziata il 23 settembre 2003

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. **XII-bis**
N. 70

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 727 (1)
sulla cooperazione tra l'industria aerospaziale europea e russa

Annunziata il 23 settembre 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant l'importance stratégique de l'espace d'un point de vue politique, économique et militaire;

(ii) Soulignant que le développement spatial peut constituer pour l'Europe une composante d'importance vitale lui permettant d'atteindre ses principaux objectifs sécuritaires;

(iii) Constatant, par ailleurs, que la recherche spatiale acquiert une importance commerciale croissante pour l'industrie européenne et que cela peut permettre de passer à une économie, fondée sur

les connaissances, la plus dynamique et la plus compétitive du monde, conformément à l'objectif de Lisbonne;

(iv) Se félicitant de l'intérêt grandissant que l'Europe manifeste pour l'espace en élaborant la stratégie spatiale européenne conjointement entre la Commission et l'Agence spatiale européenne;

(v) Notant avec satisfaction que la Commission souhaite renforcer son action en la matière et qu'elle cherche à intensifier ses relations avec l'ESA et développer la coopération internationale dans le domaine spatial;

(vi) Considérant que c'est dans ce contexte qu'il faut placer la question de la

(1) Adoptée par l'Assemblée sans modification le 4 juin 2003, au cours de la quatrième séance.

coopération entre l'Europe et la Russie dans ce domaine;

(vii) Constatant, par ailleurs, que les Etats-Unis bénéficient d'un marché protégé, notamment avec le « Buy American Act », tandis que la politique spatiale européenne n'est pas fermée à la concurrence puisque l'Europe lance des appels d'offres internationaux;

(viii) Considérant que l'autonomie spatiale de l'Europe est indispensable et que la maîtrise de la technologie spatiale est une condition *sine qua non* pour la préservation de cette autonomie;

(ix) Soulignant que l'utilisation de l'espace est devenue un élément majeur de la politique militaire des grandes nations et qu'à cet égard l'Union européenne doit se doter des systèmes spatiaux appropriés permettant de recueillir et d'analyser l'information;

(x) Rappelant que la possession de satellites n'est pas suffisante, mais que l'accès à l'espace est primordial et que l'autonomie dans le domaine spatial repose sur la capacité de lancer les satellites;

(xi) Estimant que, dans le cas où l'Europe souhaiterait développer sa propre défense antimissile pour la défense de son territoire, un tel système nécessiterait une couverture satellitaire minimale qu'elle ne possède pas et, par conséquent, des moyens budgétaires accrus alors que les budgets de défense sont en baisse dans les pays européens;

(xii) Rappelant que la Russie a proposé un système paneuropéen de défense antimissile non stratégique qui pourrait servir de cadre à une coopération globale entre ce pays et l'Europe;

(xiii) Constatant que les Etats-Unis, comprenant l'intérêt de la coopération avec la Russie, ont engagé de nombreuses coopérations avec ce pays dans le domaine spatial, ce qui entraîne pour l'Europe un durcissement de la concurrence dans ce secteur;

(xiv) Se félicitant de la coopération commerciale entamée entre l'Europe et la Russie avec la création de différentes sociétés pour la commercialisation du lanceur Soyouz et du petit lanceur Rockot;

(xv) Soulignant que pour la Russie, l'intérêt de cette coopération est d'abord financier et économique, son objectif étant de préserver sa lourde machine industrielle, aujourd'hui privée des crédits étatiques;

(xvi) Considérant qu'au delà des aspects économiques, cette coopération s'inscrit pour la Russie dans le cadre d'un recentrage de la politique étrangère et de sécurité russe sur l'Europe;

(xvii) Estimant que l'élan impulsé par la nouvelle stratégie européenne pour l'espace a permis de renforcer la coopération entre l'ESA et l'agence spatiale russe Rosaviakosmos, notamment dans les domaines des services de lancement, dans l'élaboration de l'initiative GMES (Global Monitoring Environment Security) et dans le développement du système de navigation Galileo;

(xviii) Saluant, dans ce sens, la signature de l'accord de coopération UE-Russie, qui concerne les domaines précités, y compris le lancement des fusées Soyouz à partir du Centre spatial européen de Kourou;

(xix) Soulignant qu'une coopération sur ces thèmes s'annonce prometteuse non seulement sur le plan économique, au niveau du marché mondial, mais également sur les plans technologique, stratégique et politique;

(xx) Se félicitant de la proposition faite par EADS, en collaboration avec Airbus, aux autorités russes de développer un programme de coopération industrielle à long terme qui s'est conclu par la signature d'un accord de partenariat stratégique;

(xxi) Constatant, néanmoins, que la coopération avec la Russie se heurte aux faibles ressources financières de ce pays ainsi qu'à sa restructuration industrielle difficile;

(xxii) Notant, d'autre part, que la Russie possède une infrastructure scientifique et technologique sophistiquée qui la place au rang de leader mondial dans bien des domaines;

(xxiii) Soulignant, enfin, que les rigidités et les arrangements institutionnels hérités de l'ancien régime, ainsi que les contraintes de l'environnement législatif et administratif, et en particulier les problèmes bureaucratiques qui portent sur les taxes, les droits de douane, la réglementation et la certification et, notamment la question de la propriété intellectuelle, freinent les programmes et les rendent difficiles à rentabiliser,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De prier les pays membres de l'UEO et les pays observateurs, en leur qualité de membres de l'Union européenne, ainsi que les autres pays de l'UEO et de l'ESA, de veiller à ce que la coopération dans le domaine aérospatial entre celle-ci et la Russie soit fondée non seulement sur le plan économique, mais également sur les plans technologique, stratégique et politique;

2. De prier également les pays membres et les pays observateurs, en leur qualité de membres de l'UE, de veiller à ce que les systèmes satellitaires de navigation Galileo et Glonass, le développement de lanceurs

réutilisables et des installations pertinentes, ainsi que le GMES restent véritablement une priorité du partenariat UE-Russie dans le domaine spatial et de s'employer à cet effet:

(a) à identifier le rôle que l'industrie russe pourrait jouer dans le programme Galileo et à préciser les possibilités de participation de la Russie au « Galileo Joint Undertaking »;

(b) à accélérer le processus pour entamer une coopération avec certains instituts de recherche russes dans des domaines tels que la surveillance spatiale des gazoducs, un système de surveillance des forêts de Sibérie, des études de prévention de la pollution et de contrôle de la qualité des eaux ainsi que d'autres projets concernant l'environnement;

3. De prier également les pays membres et les pays observateurs, en leur qualité de membres de l'ESA, de veiller à ce qu'un accord soit obtenu dans les meilleurs délais pour que la Russie puisse utiliser la base de lancement de Kourou pour les lancements de Soyouz et, pour ce faire, trouver l'accord budgétaire nécessaire.

4. D'encourager les Etats de l'UEO à prier instamment la Russie d'abolir les contraintes législatives et administratives, et en particulier de mettre fin aux lourdeurs bureaucratiques qui affectent les taxes, les droits de douane, la réglementation et la certification, et notamment les que stions liées à la propriété intellectuelle, ce qui freine les programmes et empêche une coopération mutuellement fructueuse.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 727 (1)
sulla cooperazione tra l'industria aerospaziale europea e russa**

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando l'importanza strategica dello spazio dal punto di vista politico, economico e militare;

(ii) Sottolineando che lo sviluppo delle attività spaziali può costituire un elemento di importanza cruciale per l'Europa consentendole di raggiungere i principali obiettivi in materia di sicurezza;

(iii) Constatando, inoltre, che la ricerca spaziale sta assumendo una crescente importanza commerciale per l'industria europea che consente all'Europa di diventare l'economia, basata sulla conoscenza, più dinamica e più competitiva del mondo, conformemente agli obiettivi stabiliti a Lisbona;

(iv) Rallegrandosi per l'interesse crescente che l'Europa manifesta per lo spazio come dimostra la strategia europea dello spazio elaborata congiuntamente dalla Commissione europea e dall'Agenzia Spaziale Europea;

(v) Prendendo atto con soddisfazione che la Commissione sta cercando di rafforzare il suo impegno in questo campo, di intensificare i rapporti con l'ESA e di sviluppare la cooperazione internazionale;

(vi) Considerando che la questione della cooperazione tra l'Europa e la Russia va inserita in questo contesto;

(vii) Osservando che gli Stati Uniti possono contare su un mercato protetto, in particolare grazie al « Buy American Act », mentre la politica spaziale europea non prevede ostacoli alla concorrenza visto che l'Europa indice gare di appalto internazionali;

(viii) Considerando che l'autonomia dell'Europa nel settore aerospaziale è essenziale e che la superiorità tecnologica è una condizione necessaria per mantenere tale autonomia;

(ix) Sottolineando il fatto che l'utilizzazione dello spazio costituisce ormai un elemento importante della politica militare degli Stati più grandi e che l'Unione europea deve dotarsi di opportuni sistemi spaziali per la raccolta e l'analisi delle informazioni;

(x) Ricordando che non è sufficiente possedere satelliti, ma che l'accesso allo spazio è fondamentale e che l'autonomia nel settore spaziale è basata sulla capacità di lanciare satelliti;

(xi) Essendo del parere che nel caso in cui l'Europa volesse sviluppare un sistema di difesa antimissili per difendere il suo territorio, tale sistema richiederebbe una copertura satellitare minima, di cui l'Europa attualmente non dispone, e quindi mezzi di bilancio più consistenti mentre

(1) Approvata dall'Assemblea all'unanimità e senza emendamenti il 4 giugno 2003, nel corso della 4^a seduta.

nei paesi europei la spesa nel settore della difesa è in calo;

(xii) Ricordando che la Russia ha proposto un sistema paneuropeo non strategico di difesa antimissili che potrebbe fungere da quadro per una cooperazione globale tra questo paese e l'Europa;

(xiii) Constatando che gli Stati Uniti, avendo compreso l'interesse che riveste la cooperazione con la Russia, sono impegnati in numerosi progetti di cooperazione con quest'ultima e ciò comporta per l'Europa un inasprimento della concorrenza in questo settore;

(xiv) Salutando il fatto che l'Europa e la Russia hanno altresì sviluppato la cooperazione nel settore commerciale attraverso la costituzione di diverse società di commercializzazione del lanciatore Soyuz e del lanciatore più piccolo Rocket;

(xv) Sottolineando che l'interesse della Russia in tale cooperazione è prima di tutto di natura finanziaria ed economica, volto a sostenere il suo pesante apparato industriale in passato foraggiato da aiuti statali e ora privo di fondi;

(xvi) Ritenendo che, al di là degli aspetti economici, una siffatta cooperazione è parte integrante del riorientamento verso l'Europa della politica estera e di sicurezza russa;

(xvii) Considerando che lo slancio prodotto dalla nuova Strategia europea per lo spazio ha rafforzato la cooperazione tra l'ESA e l'agenzia russa Rosaviakosmos, in particolare nei seguenti settori: servizi di lancio, sviluppo dell'iniziativa *GMES (Global Monitoring for Environment and Security)* e sviluppo del sistema di navigazione satellitare Galileo;

(xviii) Salutando la firma dell'accordo di cooperazione UE-Russia relativo ai settori sopra nominati, tra cui il lancio dei missili dal Centro spaziale europeo di Kouru, nella Guinea francese;

(xix) Sottolineando che la cooperazione in tali settori appare promettente non solamente sul piano economico a livello

del mercato mondiale, ma anche sul piano tecnologico, strategico e politico;

(xx) Rallegrandosi per la proposta presentata alle autorità russe dall'EADS in collaborazione con Airbus per la definizione di un programma di cooperazione industriale a lungo termine, conclusasi con la firma di un accordo di partenariato strategico;

(xxi) Constatando che ciononostante la cooperazione con la Russia è resa difficile dalle magre risorse finanziarie del paese e dai problemi incontrati nella riconversione industriale;

(xxii) Prendendo inoltre atto del fatto che la Russia dispone di un'infrastruttura scientifica e tecnologica sofisticata che la annovera tuttora tra i paesi all'avanguardia in molti settori;

(xxiii) Sottolineando infine che le rigidità e le disfunzioni istituzionali ereditate dal vecchio regime nonché i vincoli cui era soggetta la sfera legislativa e quella amministrativa, ed in particolare i problemi di natura burocratica che riguardano l'imposizione fiscale, i dazi doganali, il regime regolamentare e di certificazione, e soprattutto la questione della proprietà intellettuale, costituiscono un freno per i programmi e rendono più difficile la loro realizzazione,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. di chiedere agli Stati membri e ai paesi osservatori dell'UEO, in quanto membri dell'Unione europea, nonché agli altri paesi dell'UEO e dell'ESA di assicurare che la cooperazione nel settore aerospaziale tra l'UE e la Russia non avvenga esclusivamente sul piano economico ma anche su quello tecnologico, strategico e politico;

2. di chiedere altresì agli Stati membri e ai paesi osservatori, in quanto membri dell'Unione europea, di garantire che i sistemi di navigazione satellitare Galileo e Glonass, lo sviluppo di lanciatori riutiliz-

zabili e delle relative strutture, nonché l'iniziativa GMES continuino ad essere veramente prioritari nell'ambito della partnership UE-Russia nel settore spaziale nonché di adoperarsi a tal fine:

(a) per individuare il ruolo che l'industria russa potrà svolgere in relazione al programma Galileo e precisare le possibilità di partecipazione della Russia al *Galileo Joint Undertaking*;

(b) per accelerare il processo di avvio della cooperazione con una serie di istituti di ricerca russi su progetti quali la sorveglianza dallo spazio dei gasdotti, la creazione di un sistema di monitoraggio delle foreste siberiane, studi sulla prevenzione dell'inquinamento e sul controllo della qualità dell'acqua ed altri progetti ambientali.

3. di chiedere inoltre agli Stati membri e ai paesi osservatori in quanto Stati membri dell'ESA di assicurare che venga raggiunto il più presto possibile un accordo che consenta alla Russia di utilizzare la base di lancio di Kourou per i lanci del Soyuz e che a tal fine siano reperiti i fondi necessari.

4. di incoraggiare gli Stati membri dell'UEO a sollecitare la Russia di abolire i vincoli legislativi e amministrativi e, in particolare, di eliminare i problemi burocratici che riguardano l'imposizione fiscale, i dazi doganali, il regime regolamentare e di certificazione e soprattutto la questione della proprietà intellettuale, che costituiscono un freno per i programmi e sono un ostacolo per una cooperazione fruttuosa tra le parti.